

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 1239

75 - Paris

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la préfecture de police

ASSOCIATION DE DEFENSE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES ACTES ANTIMUSULMANS - ADDAM.

Objet : dénoncer et lutter contre toutes formes de discrimination ; lutter pour le respect de la dignité humaine à travers la prévention et la répression des actes racistes en général et antimusulmans en particulier ; mobiliser les institutions, les acteurs politiques, les acteurs associatifs et les autorités compétentes dans ce domaine ; travailler à un dialogue et à une collaboration avec les autorités intervenantes en la matière ; assumer une fonction de défense des victimes ; remplir une mission d'accompagnement, d'assistance et de défense des victimes d'actes antimusulmans qui regroupent l'ensemble des actes et des menaces proférées, gestes, propos ou écrits à l'encontre des personnes uniquement en raison de leur appartenance supposée ou réelle à l'Islam ; défendre toute victime directe ou indirecte, adhérente ou non, dans l'exercice de ses droits moraux et patrimoniaux ; intervenir dans toute situation pour défendre les victimes directes et indirectes des situations de discrimination fondées sur les origines la race et les convictions religieuses ; lutter contre les actes racistes et l'intolérance envers les personnes de confession musulmane ; inscrire son action sur l'ensemble du territoire national ; assumer à ce titre une fonction institutionnelle ; remplir une mission de centralisation des données et statistiques portant sur les actes antimusulmans ; exercer une fonction de veille et d'observatoire national ; exercer un rôle de conseil et d'orientation auprès des acteurs associatifs et des référents locaux sécurité et actes anti musulmans ; constituer l'interface et le partenaire privilégié sur les thématiques et enjeux relevant de son objet avec les institutions ; assurer notamment leur représentation auprès de ces différents interlocuteurs ; intervenir et ester en justice, afin de se constituer partie civile pour son compte et pour le compte des victimes dont elle serait mandataire ; interpellier toute autorité compétente afin de mener à bien ses missions ; compléter son objet afin de répondre à de nouvelles missions

Siège social : 38, rue des Mathurins, 75008 Paris 8e.

Date de la déclaration : 2 février 2024.